ASSEMBLÉE NATIONALE

22 septembre 2023

POUR LE PLEIN EMPLOI - (N° 1673)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 1700

présenté par

M. Vuibert, M. Daubié, M. Pellerin, M. Vojetta, M. Marion, M. Rousset, Mme Jacqueline Maquet,
M. Haury, M. Ardouin, M. Ghomi, M. Lamirault, M. Giraud, M. Belhaddad, Mme Spillebout,
M. Batut, M. Perrot, M. Ledoux et Mme Métayer

ARTICLE 4

Après l'alinéa 29, insérer l'alinéa suivant :

« 8° Assurent, à moyens constants, le suivi de l'insertion et l'accompagnement vers l'emploi des lycéens de la voie professionnelle, à compter du début de l'année scolaire durant laquelle ils visent l'obtention de leur diplôme et jusqu'à deux ans après l'obtention de ce diplôme ; »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à confier au service public de l'emploi la responsabilité d'accompagner les lycéens en voie professionnelle, à partir d'un stade précoce et ce, jusqu'à deux ans après l'obtention de leur diplôme. Malgré son importance cruciale dans la formation à de nombreux métiers en demande et métiers d'avenir, la voie professionnelle connaît actuellement d'importantes difficultés. Elle souffre d'une image perçue comme peu attrayante, insuffisamment orientée vers la professionnalisation et surtout inefficace en termes d'insertion professionnelle. Or, la voie professionnelle accueille un tiers des lycéens, mais elle est malheureusement associée à 61% des cas de décrochage scolaire des jeunes. Plus préoccupant encore, près de la moitié des diplômés de CAP n'ont toujours pas trouvé de stabilité dans l'emploi deux ans après avoir terminé leurs études. Il est donc impératif d'intensifier le soutien apporté à ces jeunes, qui représentent un potentiel considérable pour notre société et notre économie, avant qu'ils ne se retrouvent en situation de décrochage difficile à corriger par la suite. Le service public de l'emploi doit relever ce défi pour améliorer de manière durable l'insertion professionnelle des jeunes issus de la voie professionnelle.